

Monsieur le Ministre, Mesdames, Messieurs,

Je suis très honoré de participer à cette 6<sup>e</sup> édition de la semaine de l'Eau à Beyrouth et je remercie le Ministre de l'Energie et de l'Eau, M. César Abi Khalil, pour son invitation en qualité d'invité d'honneur.

Je me réjouis également de revoir à cette occasion des visages connus et notamment les experts qui nous ont honorés de leur présence lors du colloque annuel sur l'hydro diplomatie que nous organisons au Sénat, avec mon ami le Dr Fadi Comair, que je salue.

En février 2015, j'effectuais mon premier déplacement parlementaire au Liban organisé par Patricia Elias-Smida, représentante de l'UDI au Liban.

Elle avait eu l'excellente idée d'organiser une visite au Ministère de l'Energie et de l'Eau. L'occasion pour moi de rencontrer l'ancien ministre Arthur Nazarian et le Dr Fadi Comair.

Nous avons parlé à l'époque du CIFME, le Centre d'Information et de Formation aux métiers de l'Eau initié lors de la visite du Ministre français Jean-Louis Borloo au Liban, en 2007.

Fondateur de l'UDI, Jean-Louis a été un grand ministre français de l'environnement. Son engagement pour l'écologie a toujours été sincère et pragmatique, comme le démontre sa fondation « Energies pour l'Afrique », qui vise à développer l'électricité, l'énergie et la lumière sur l'ensemble du continent africain.

Ma circonscription de sénateur est le monde. En 30 mois, j'ai effectué 183 déplacements dans 55 pays. Je repars en cernant une action prioritaire par pays afin d'être utile.

Avec le ministre Nazarian, nous avons convenu que je pourrais être utile si j'appuyais leurs efforts afin de concrétiser le projet CIFME.

J'en ai fait ma priorité pour le Liban, où je me rends aujourd'hui pour la troisième fois depuis le début de mon mandat.

De retour au sénat, j'ai œuvré pour mobiliser l'AFD. J'ai sollicité Emmanuel Macron, alors ministre de l'Economie, pour obtenir son soutien. Et j'ai apprécié qu'il réagisse positivement et rapidement afin de déclencher l'aide de l'AFD.

Un an plus tard, le CIFME a été inauguré. J'ai été très heureux de le visiter au ministère à Beyrouth et de pouvoir féliciter le ministre Arthur Nazarian pour cet accomplissement.

Le volet formation est concrétisé. Il reste à mettre en place le volet information.

Une expertise existe en France dans ce domaine depuis près de 25 ans en terme de base de données. En renforçant notre coopération, nous pourrions utilement contribuer à la formation des futurs leaders de l'eau pour le Moyen-orient.

Ce travail sur le CIFME m'a fait prendre conscience de l'importance de la question de l'eau.

Sophie Auconié, gouverneure au Conseil mondial de l'Eau, a une phrase qui nous rappelle le sens des priorités : « Il y aura une vie après le pétrole, il n'y en aura pas après l'eau. »

Lors de la COP 21 et la COP 22, tous les pays du Sud ont mis l'eau en priorité.

Ce qui devrait être un acquis pour tous reste une préoccupation, voire un manque vital pour certaines populations, hommes, femmes et enfants qui sans eau ou avec des ressources en eau polluée sont condamnés à la souffrance, à la maladie, voire à la mort.

Je remercie donc le Dr Fadi Comair de m'avoir sensibilisé au concept d'hydro-diplomatie dont il est un des plus fervents promoteurs.

Ce concept pour un partage équilibré et une utilisation raisonnable de l'eau entre pays riverains et entre générations trouve une application concrète dans nombre de secteurs d'Afrique et du Moyen-Orient.

Ainsi, l'eau est au cœur des préoccupations diplomatiques de multiples gouvernements de cette région.

Les ressources naturelles qu'ils ont en partage, et notamment les principaux fleuves comme Le Jourdain, l'Oronte, le Nahr el kebir, le Tigre, l'Euphrate et le Nil sont autant d'enjeux transfrontaliers et donc interétatiques.

Si le partage des ressources est inéquitable, si la qualité de l'eau se dégrade, alors les conflits risquent d'éclater !

Alors, comment assurer l'accès à une eau de qualité et en quantité suffisante aux différentes populations ?

Comment éloigner ainsi le spectre de la guerre de l'eau ?

C'est pour répondre à ce type de questions que le sénat a ouvert ses portes à l'hydro-diplomatie.

J'y organise, depuis décembre 2015, avec la complicité du Dr Fadi Comair, un colloque annuel.

Ainsi, chaque année, nous sollicitons les meilleurs experts pour appliquer l'hydro-diplomatie à un cas pratique.

Le colloque de décembre 2015 s'appuyait sur la problématique du bassin de l'Oronte (Liban, Syrie et Turquie).

Celui de décembre 2016, portait sur la Mer morte et le Jourdain (Liban, Syrie, Israël, Palestine et Jordanie). Mes collègues Elisabeth Lamure, Jean-Marie Bockel et Henri Tandonnet avaient animé, chacun une des tables rondes.

Celui de cette année sera consacré au Nil, un fleuve qui traverse pas moins de 10 pays africains.

Chaque fois, une dimension scientifique et économique mais aussi sécuritaire est développée.

Car garantir une alimentation en eau, sûre et durable pour tous, représente souvent un premier gage de paix et de coopération dans ces zones de conflits potentiels.

En incitant les gouvernements à adopter une politique participative en matière de gestion des ressources hydrauliques,

En réfléchissant ensemble autour des grands enjeux de cette ressource rare,

En multipliant les discussions et les échanges sur les problèmes mondiaux concernant le monde de l'eau...

Nous contribuons à la construction d'un monde durable, équitable et pacifié !

C'est l'objectif de cette 6<sup>ème</sup> semaine de l'Eau de Beyrouth !

Je vous redis donc, Monsieur le Ministre, mesdames, messieurs, ma fierté d'être parmi vous et de contribuer ainsi à vos côtés, à l'avènement d'un monde meilleur pour tous !